

« Les Nouvelles de Birmanie »

Numéro 20 – Juin 2007

EDITO

Bernard Kouchner, en déclarant que Total n'en faisait pas assez pour pousser la junte birmane à relâcher ses prisonniers politiques, a vraisemblablement surpris les responsables du groupe pétrolier. Ils répondirent, comme d'habitude, que Total ne faisait pas de politique mais que sa présence était bénéfique pour le pays, le groupe finançant notamment un programme des Nations unies pour former les responsables birmans à la « bonne gouvernance » (initiative ambiguë ?).

La secrétaire d'Etat chargée des Affaires étrangères et des droits de l'Homme, Rama Yade, déclarait en juillet dans un communiqué qu'Aung San Suu Kyi "mériterait que la France se penche plus sur son sort". S'il reste à connaître la stratégie envisagée, la déclaration est bien évidemment encourageante.

D'autant que les opposants démocrates birmans ont plus que jamais besoin de soutien, comme le montrent les arrestations des leaders de la « génération 88 » survenues ce 21 août à minuit (auxquelles il faut ajouter celles de simples citoyens ayant pris part aux manifestations ayant suivi l'augmentation par la junte des prix du carburant le 15 août). Min Ko Naing, Ko Ko Gyi, Mya Aye, Pyone Cho, Jimmy, Min Ze Ya, Zeya, Kyaw Kyaw Htwe, Ant Bwe Kyaw, Pannate Htun, Zaw Zaw Min, Thet Zaw et Nyan Linn Htun ont ainsi été arrêtés par le pouvoir militaire.

Communiqué du ministère des Affaires étrangères

La France condamne fermement les nouvelles mesures d'arrestation qui viennent de frapper, en marge des manifestations qui se déroulent actuellement à Rangoun, plusieurs militants des droits de l'homme, dont les anciens dirigeants étudiants Min Ko Naing et Ko Ko Gyi, membres du mouvement démocratique « Génération 88 ».

Il s'agit d'une étape supplémentaire dans la répression par les autorités du mouvement démocratique birman. Les autorités françaises appellent instamment la junte militaire au pouvoir en Birmanie à libérer ces défenseurs des droits de l'homme comme, d'une manière générale, tous les prisonniers politiques actuellement détenus en Birmanie, parmi lesquelles Mme Aung San Suu Kyi.

La France est par ailleurs vivement préoccupée par l'utilisation de la force par des milices pro-gouvernementales à Rangoun contre des manifestations pacifiques et démocratiques. La junte militaire est responsable des éventuelles conséquences que cette répression inacceptable pourrait avoir sur les manifestants.

La France réaffirme que seul un dialogue entre le gouvernement et toutes les autres forces politiques et de la société civile permettra d'engager un authentique processus de démocratisation du pays. La France se tient aux côtés des acteurs de la société civile birmane qui s'efforcent de promouvoir, dans des conditions dramatiques, la réconciliation et la transition pacifique vers la démocratie en Birmanie.

FIL D'ACTUALITE BIRMANE - Juin 2007

Sources : AFP, BBC, AP, Irrawaddy, Burmanet, Reuters, Le Monde, Bangkok Post, DVB

29 juin : La Croix-Rouge dénonce à son tour les violations « graves » des droits de l'homme en Birmanie.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a dénoncé publiquement les violations du droit international humanitaire commises à l'encontre des civils et des détenus par le gouvernement de Birmanie/Myanmar ainsi que les restrictions de plus en plus sévères imposées au CICR dans l'exercice de son travail.

Le réquisitoire est ferme et la démarche rarissime. Elle l'avait fait pour la prison irakienne d'Abou Ghraïb, tant le scandale était énorme. C'est par la voix de son président, Jakob Kellenberger, devant les journalistes à Genève, que l'organisation a dénoncé, en particulier, « *le recours persistant* » à des prisonniers par les militaires dans leurs opérations contre les guerillas, Karen notamment, dans le sud-est du pays, près de la frontière thaïlandaise. Des détenus, affamés, contraints par milliers depuis des années à porter du matériel, jusqu'à l'épuisement. Parfois poussés dans des champs de mines, devant les soldats. Il a accusé l'armée de faire régner une "*peur constante*" parmi les populations de la frontière avec la Thaïlande, où se déroulent des combats contre les insurrections. Meurtres, arrestations arbitraires et destructions de stocks de nourriture y sont pratiqués "*à grande échelle*", a-t-il souligné.

Le président du CICR a dit son « *dégoût* », face à ces pratiques « *institutionnalisées* » par l'armée birmane. Jakob Kellenberger a aussi dit sa colère, face au refus du régime birman d'engager des discussions pour mettre un terme à ces exactions.

L'impasse est totale depuis 2005, depuis que Rangoun a interdit l'accès de ses prisons au CICR, qui après avoir fermé ses bureaux, hormis Rangoun et Mandalay, a donc décidé de parler. La Commission européenne soutient l'appel du CICR au respect du droit international humanitaire. Elle demande aux autorités du pays de renouer au plus vite le dialogue avec l'organisation.

28 juin : Les Universités américaines Berkeley et Johns Hopkins publient un rapport dénonçant la responsabilité de la junte birmane dans la propagation des maladies infectieuses.

Selon ce rapport, pendant que 40% des dépenses annuelles du gouvernement birman sont affectés au budget militaire, seulement 3% sont consacrés à la santé. Ce qui veut dire que la junte birmane dépense environ 40 cents US\$ par citoyen et par an, alors que son voisin, la Thaïlande, y consacre 61\$US.

L'enquête a été lancée il y a un an afin de déterminer les racines de la propagation de ces épidémies et les moyens de les combattre par le biais de l'aide internationale. Les chercheurs ont ainsi voyagé à travers la Birmanie et ont interrogé aussi bien les officiels birmans que les travailleurs médicaux. Ils ont découvert une distribution étendue de médicaments anti-malaria contrefaits couplée avec une résistance aux médicaments luttant contre le paludisme et la tuberculose, ce qui pose un véritable problème sanitaire pour les Birmans, notamment pour ceux vivant à la frontière où les soins médicaux sont peu existants. Les plus vulnérables aux épidémies sont les minorités ethniques, les fermiers déplacés, les travailleurs du sexe et les utilisateurs de drogues intraveineuses.

Alors que la situation sanitaire ne cesse de se détériorer, la junte birmane continue à limiter la capacité des ONG à travailler dans le pays. Arrivées en Birmanie dans les années 1990 pour pallier la quasi-absence d'investissement des autorités birmannes dans le domaine de la santé, 41 organisations opéraient en 2004 pour un budget cumulé de 30 millions de \$US, dont 10% servaient à lutter contre les maladies infectieuses. La situation a basculé en 2005 quand la junte a imposé des restrictions aux ONG. En octobre 2006, l'UE – Autriche, GB, PB, Norvège et Suède – ont lancé trois fonds pour combattre ces maladies en Birmanie, qui se montent aujourd'hui à environ 99,5 millions \$US.

28 juin : Les Etats-Unis ont discuté avec Rangoun de la libération de Aung San Suu Kyi, sans obtenir d'engagements.

Les Etats-Unis ont discuté à Pékin avec les dirigeants de la junte militaire au pouvoir en Birmanie au sujet de la libération de l'opposante Aung San Suu Kyi, assignée à résidence. "Malheureusement, rien n'est venu d'eux montrant qu'ils aient changé d'avis", a déclaré le porte-parole du ministère américain, Tom Casey. "Nous n'avons en tout cas pas entendu qu'ils prévoyaient de libérer Aung San Suu Kyi ou d'autres prisonniers politiques", a-t-il ajouté.

Les discussions, qui n'avaient pas eu lieu à un tel niveau depuis des années, se sont déroulées entre l'adjoint au vice-secrétaire d'Etat américain, Eric John, et trois ministres birmans. La rencontre a eu lieu à la demande des Birmans.

26 juin : L'office onusien de lutte contre la drogue constate une chute de la culture d'opium en Birmanie.

Depuis 1998, la part de l'Asie du Sud-est dans la production mondiale de pavot à opium a fortement chuté, passant de 67% à seulement 12% en 2006, essentiellement en raison du déclin des cultures en Birmanie, note le rapport de l'organisation.

Selon les chiffres de 2006, la Birmanie ne représente plus désormais que 11% des cultures mondiales de pavot à opium. Sa production a baissé en un an de 34%, soit 21500 hectares ; depuis 1998, la surface de culture de pavot a chuté de 83%. 6000 hectares de pavot sont encore cultivés dans l'Etat Shan. Le pays demeure ainsi le second producteur mondial d'opium.

Le nombre de toxicomanes aurait chuté de 63 615 en 2004 à 56 823 en 2007 selon les statistiques gouvernementales.

La raison principale de cette baisse, l'interdiction de la culture de l'opium imposée par les autorités birmanes en juin 2005 avec l'objectif de faire de la Birmanie un pays libre de l'opium en 2014. Cependant, cette politique radicale entraîne un appauvrissement des communautés rurales faute de mesures d'accompagnement et de la mise en place de cultures de substitution. Beaucoup de femmes se sont alors tournées vers l'industrie du sexe pour faire survivre leur famille.

L'Afghanistan est le premier pays fournisseur d'opium au monde. Il a enregistré une hausse de 49% de sa production en 2006 et la tendance devrait se maintenir en 2007.

27-22 juin : ONU & Birmanie

Le Conseil de Sécurité des Nations unies appelle les autorités birmanes à mieux protéger les civils dans les conflits armés au regard de la résolution 1674 d'avril 2006, « les Etats ont pour responsabilité de s'acquitter de l'obligation qui leur incombe de lutter contre l'impunité ».

L'ONU envoie en Birmanie un représentant pour développer un système d'évaluation de l'utilisation des enfants soldats dans le pays.

Le conseil des droits de l'homme des Nations unies est d'accord pour poursuivre son travail avec des experts indépendants concernant l'examen de la situation birmane. La pauvreté endémique et les épidémies incontrôlées, notamment du virus du sida, de la tuberculose et du paludisme, hypothèquent sérieusement l'avenir du pays. La Birmanie n'est pas membre de ce conseil, tout comme les Etats-Unis.

21 juin : Le Bangladesh prévoit de créer un nouveau camp pour les birmans de confession musulmane réfugiés le long de la frontière commune.

Début août, un 3^e camp va accueillir des réfugiés Rohingyas, arrivés au Bangladesh il y a plus d'une décennie de l'Etat birman de l'Arakan pour fuir persussions et discriminations du gouvernement birman qui ne leur reconnaît pas la nationalité birmane. Il sera localisé à Ledia, à environ 500 km de la frontière birmane au sud de la capitale Dhaka. Les deux premiers camps rassemblent déjà environ 21 000 Rovinghas. Le HCR et le PAM gèrent ces camps avec l'aide des autorités du Bangladesh.

21 juin : La Birmanie a gagné en 2006-07 plus de 2 milliards de dollars US avec la vente de son gaz naturel (selon le Myanmar Times)

Pour la période 2005-06, la Birmanie avait vendu pour plus de un milliard de dollars US de gaz naturel. Ce montant a doublé pour 2006-07. Cette croissance de gain est principalement due à la hausse des prix. Le pays destinataire numéro 1 reste la Thaïlande.

Le 19 juin : Aung San Suu Kyi fête son 62e anniversaire en détention.

Aung San Suu Kyi a fêté son 62e anniversaire assignée à résidence. Près de 300 partisans du Prix Nobel de la Paix lui ont rendu hommage. Ils se sont rendus devant l'ancien quartier général du parti de Aung San Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), armés de colombes et de ballons. Le mouvement politique a réitéré sa demande de libération ainsi que celle de 1100 prisonniers politiques.

Mme Aung San Suu Kyi, dont l'ordre d'assignation à résidence a été prorogé d'un an le mois dernier, a passé plus de 11 des 18 dernières années en détention. Sa dernière arrestation remonte à mai 2003. L'opposante est le seul lauréat du Prix Nobel de la Paix privé de liberté dans le monde.

15 juin : La chambre du commerce du riz à Rangoun impose un prix maximum de vente.

Le prix de gros est fixé à 16800 kyats, le prix de détail à 18000 kyats. Le prix du riz est un élément clé de la paix sociale.

Le riz est particulièrement cher à l'heure actuelle en raison du prix du fuel et des engrais, mais aussi en raison de stocks très faibles ; on exporte beaucoup plus qu'avant. Selon un négociant en riz de Rangoun qui a préféré rester anonyme : ce sont ces causes profondes auxquelles le gouvernement doit s'attaquer pour faire baisser le prix du riz, et non en fixant un prix artificiel.

15 juin : Le soutien apporté à la Birmanie par la Chine s'est considérablement accentué.

Les principaux dirigeants chinois ont conclu que la Birmanie est désormais leur principal allié en Asie du Sud-est. Les Chinois considèrent la Birmanie comme un cheval de Troie au sein de l'ASEAN, au sein de laquelle l'influence américaine est beaucoup trop forte à leurs yeux, notamment au Vietnam et au Cambodge.

Depuis le début de l'année, les visites de haut rang se sont multipliées de part et d'autre, pour promouvoir les liens économiques et financiers. L'objectif est de développer le commerce et les investissements. La Birmanie est essentielle à son développement économique, notamment celui du Sud-ouest du pays. Mais les Chinois restent prudents ; ils craignent que de l'instabilité en Birmanie, fragilisent leurs régions frontalières. Plus d'un million de Chinois sont venus s'installer en Birmanie ces dernières années et des troubles sociaux et politiques dans ce pays entraîneraient leur fuite et des troubles sociaux dans les régions frontalières du Yunnan. En cas de grave crise sociale et politique en Birmanie, la Chine craindrait également de perdre ses investissements considérables.

Dès lors, une seule stratégie, soutenir le régime, et multiplier les investissements afin de protéger ceux déjà réalisés.

8 juin : La junte prend pour cible les organisations culturelles des minorités.

Le comité pour la culture et la littérature Mon a souhaité, début mai, renouveler son accréditation obligatoire auprès des autorités, mais elle lui a finalement été refusée la semaine dernière. Un groupe Shan et un groupe Karen ont reçu la même réponse du ministère de la culture.

Un certain nombre d'organisations culturelles des minorités se sont réunies la semaine dernière à Moulmein pour discuter de cette nouvelle situation. Les membres de ces comités, qui existent en Birmanie depuis les années soixante, ne mesurent pas exactement ce que signifie ce non renouvellement d'autorisation, ni son pourquoi. Selon un responsable Karen, les autorités les prennent pour des relais des groupes d'opposition et les craignent plus que les groupes armés : "l'intelligence, vous rendez-vous compte du risque que cela représente?"

COUP DE PROJECTEUR SUR...

ARTICLES

. « Quand les femmes girafes profitent au tourisme thaïlandais »

Publié le 25 juin 2007 dans Métro International. De Pauline Garaude.

Restaurants, cafés, Web bars, hôtels, agences de voyages... Tous ces lieux proposent des excursions chez les tribus ethniques du nord de la Thaïlande — que

de nombreuses associations de défense des droits de l'homme dénoncent comme un "zoo humain". Pourtant, les touristes sont de plus en plus nombreux à choisir cette excursion que les agences n'hésitent pas à mettre en avant.

Formules à la mi-journée

Dans la ville de Chiangmai, dans le nord-ouest de la Thaïlande, pas moins de 200 agences proposent ce circuit ethnique. Dont celle de Songkran, qui affirme que les touristes choisissent ce circuit surtout pour les femmes girafes. "C'est ce qui marche le mieux. Sur les quatre villages ethniques que nous proposons à la journée, celui des femmes girafes est celui où l'on s'arrête le plus longtemps", explique-t-il. Et c'est aussi celui qui lui rapporte le plus. A 700 baths (14 euros) la journée, il vend ce circuit au moins à huit personnes par jour. Au total, ce ne sont pas moins de soixante visiteurs qui vont quotidiennement voir ces femmes girafes dans le village de Chiang Dao. Un nombre que l'on peut facilement multiplier par quatre si l'on choisit ce circuit depuis Mae Hong Son, la ville frontière avec la Birmanie qui abrite des centaines de ces femmes karens – toutes réfugiées et obligées de fuir la répression de la junte militaire birmane. "Financièrement, ce circuit d'une journée est très rentable. Nous le complétons avec la visite d'une ferme d'orchidées et d'un ancien temple, comme ça, on a plus de visiteurs."

A côté du bureau de Songkran, une autre agence vient de lancer une formule à la demi-journée. "Les femmes girafes sont les plus demandées des tribus ethniques. Et les ballades à dos d'éléphants, tout le monde aime ça. Alors on combine les deux, sur une demi-journée." Depuis qu'il a lancé cette formule, Luni a vendu cinq fois plus les femmes girafes. Les autres agences n'ont plus qu'à lui emboîter le pas...

Confinées dans leur village

Après une heure et demie de route depuis Chiangmai, dans un paysage tropical de champs de bananiers et de forêts de teck, on arrive à Chiang Dao. Là, une dizaine de familles vit dans des maisons en bambou sur pilotis — l'habitat traditionnel des campagnes thaïlandaises et birmanes. "Ce village a été créé il y a cinq ans pour les touristes", affirme fièrement le guide. "Pour ces familles, le tourisme est leur moyen d'existence. Et nous, on les aide en amenant un maximum de visiteurs."

A l'entrée du village, six huttes de souvenirs et d'artisanat se succèdent. Les femmes, avec leurs anneaux autour du cou et sous le genou, tissent des étoffes qu'elles vendent entre 100 et 200 baths (entre 2 et 4 euros). "Au mieux, je vends 500 baths de marchandise par jour", témoigne une jeune mère qui allaite son bébé. "L'argent est partagé entre toutes les familles du village. Sur six échoppes, la moyenne nous permet de survivre." Ce que ne dit pas cette femme c'est que plus de la moitié des revenus sert à payer le propriétaire terrien et la police des frontières.

A Chiangmai, Kaung Mau, un réfugié karen et dissident politique explique : "Ces femmes karen ont préféré quitter le camp de réfugiés pour vivre du tourisme. Dans les camps, les familles gagnent à peine 300 baths par an ! La nourriture et le logis sont fournis. Elles n'ont aucune activité artisanale, et si elles en avaient, à qui pourraient-elles vendre leurs sacs ou leurs écharpes ? Personne n'a d'argent et les camps sont strictement fermés aux non-Karens. Ici, elles sont toujours réfugiées et n'ont pas le droit de sortir de leur village. Elles n'ont aucuns papiers et se feraient arrêter par la police, même si les autorités savent que leur présence génère d'importants revenus. Chaque année, une famille paie en moyenne 300 euros au propriétaire terrien, et autant à la police des frontières au titre de l'autorisation de vivre en dehors du camp de réfugiés !"

Même s'il déplore cette situation qu'il taxe "d'exploitation par les autorités qui s'enrichissent sur le dos des Karens", il n'ose la juger car il admet que, pour ces familles, "nulle autre solution ne leur permettrait d'économiser près de 200 euros par an". Une somme qu'elles envoient aux parents restés de l'autre côté de la frontière.

Si beaucoup considèrent ce tourisme ethnique comme scandaleux pour la condition humaine, tout le monde semble y trouver son compte. Les touristes y voient là la découverte d'une culture et d'une tradition tribales – et non une manipulation ethno-politique –, les agences voient leurs bénéfices augmenter et les femmes girafes, elles, ont trouvé un moyen de gagner leur vie et d'aider leur famille.

Une tradition ancienne

Les tribus karens au long cou perpétuent cette tradition de mères en filles depuis plusieurs siècles. Lorsqu'une petite fille a entre cinq et neuf ans, on lui passe sur le cou une pommade composée de graisse de chien, de lait de coco et de gelée royale. Le premier anneau est alors posé, puis deux ans plus tard plusieurs autres suivent jusqu'à atteindre le menton. Leur cou ne peut supporter plus de vingt-huit anneaux, soit une trentaine de centimètres et une quinzaine de kilos. Cette tradition se perpétue aujourd'hui pour des raisons de beauté – comme cela se pratique en Afrique.

Mais à l'origine, les anneaux servaient à protéger les jeunes filles et leurs mères restées à la maison pendant que les hommes étaient partis à la chasse contre les attaques des tigres qui s'en prennent en

premier lieu au cou de leurs victimes. La tradition aujourd'hui se maintient en raison du tourisme, bien que certaines mères hésitent à poser des anneaux au cou de leurs petites filles. Comme Nant Sha Paung, rencontrée dans ce village de Chiang Dao : "Un jour, j'espère que le gouvernement thaï nous donnera des papiers d'identité thaïlandais et que je pourrai envoyer ma fille à l'école, comme toutes les autres petites filles. Avec des anneaux, il leur sera interdit d'aller à l'école alors je préfère ne pas commencer.
